

## DANS LA DEFENSE DU PEUPLE ET DU GOUVERNEMENT DU VENEZUELA ET DU DROIT INTERNATIONAL

Au Venezuela, le 23 Janvier, 2019, lors d'une réunion dans la rue, il se proclame président en charge du pays le député Juan Guaidó, membre de l'Assemblée nationale au mépris, sur les ordres de l'impérialisme américain et soutenu par certains gouvernements les laquais de l'Europe et du groupe de Lima, formés par les gouvernements latino-américains sujets des EE.UU., l'attitude indigne de tous que nous condamnons.

Lors des élections le 20 mai dernier qui ont été avancés à la demande des partis politiques de l'opposition ont participé 16 pays pour soutenir l'un des six candidats en lice, alors que trois partis se sont retirés après avoir consulté Trump et ont boycotté les élections.

Nicolás Maduro a gagné avec une large marge, obtenant 6 248 864 votes, soit 67,84%. Il est suivi par Henri Falcón, leader de l'opposition, avec 1 927 958 votes, soit 20,93% ; et Javier Betucci, avec 1 015 895 votes, 10,82%.

Le processus électoral et les résultats ont été soutenus par le Conseil des experts électoraux de l'Amérique latine (CELA), dont le président, l'Équatorien Nicanor Moscoso, a déclaré : "Ces élections doivent être reconnues au niveau international ; c'est la volonté des vénézuéliens. " Ce sont donc des élections reconnues comme propres et pacifiques. De plus, 148 pays ont reconnu Nicolás Maduro comme président légitime du Venezuela.

Les candidats participants n'ont pas contesté les élections à leur époque, reconnaissant qu'il n'y avait pas de fraude, mais le groupe de Lima ne connaissait pas le résultat sur mandat de EE.UU.

À partir de là, l'impérialisme américain renforce le criminel siège contre le Venezuela. Cependant, le brave peuple vénézuélien a défendu la souveraineté de ses décisions contre la guerre aux multiples facettes que l'impérialisme a déchainé depuis le début de la révolution bolivarienne, pour sa défense de la souveraineté nationale. Une guerre qui est maintenant contre le Venezuela, mais c'est aussi une menace dirigée contre tout peuple qui ne se soumet pas aux ordres de l'impérialisme.

Avec le laquais autoproclamé Guaidó comme président par intérim contre les lois de la République, il avait pour but de donner un coup d'État, déclenchant une guerre civile et l'intervention militaire, comme cela est arrivé auparavant dans des pays comme la République dominicaine, le Chili, l'Irak, la Libye, la Syrie, etc.

Ce processus de guerre impérialiste contre le Venezuela ne peut être arrêté que par l'action décisive des forces de paix et de démocratie dirigées par la classe ouvrière internationale. La mobilisation massive contre le coup d'État et pour la défense de la souveraineté de la République bolivarienne du Venezuela, est ce que l'Union Internationale des Syndicats des Retraités et Pensionnés de la Fédération Syndicale Mondiale appelle à l'unité de tous les retraités et les travailleurs du monde se mobiliser en faveur de la paix dans le monde et, surtout en ces moments, soutenir le président Nicolás Maduro et faire respecter le droit à l'autodétermination du peuple vénézuélien.

L'UIS de R&P et le syndicalisme de classe internationale jugé nécessaire que le gouvernement bolivarien du Venezuela approfondisse les changements économiques, sociaux et politiques contre le capital monopoliste et en faveur de la classe ouvrière et les travailleurs.